

JEUDI 27 JANVIER

MOBILISÉS POUR NOS SALAIRES ET NOS EMPLOIS



Jeudi 27 janvier, partout dans le pays, dans le cadre d'une large intersyndicale, la CGT appelle l'ensemble du monde du travail à se mobiliser pour l'augmentation des salaires.

Augmentation du prix des produits de première nécessité, de l'alimentation, de l'énergie (électricité, gaz), des carburants, chacun peut s'en rendre compte, ce que l'on appelle le « coût de la vie », ne cesse d'augmenter.

Dans le même temps, les salaires, les pensions, les prestations sociales continuent de stagner. Face à l'inflation, notre pouvoir d'achat diminue et notre reste à vivre est réduit à « peu de chagrin ».

Prochainement, dans de nombreuses entreprises comme la nôtre, vont s'ouvrir les Négociations Annuelles Obligatoires (N.A.O.) portant notamment sur les salaires. Cette mobilisation est donc l'occasion pour les salariés de montrer leur volonté de revendiquer des salaires permettant de vivre dignement !

Pour gagner l'augmentation de nos salaires, il faut d'abord lutter contre la résignation et les « idées fausses » autour des salaires :

1. Ce n'est pas le bon moment pour augmenter les salaires :

Ce discours, nous le connaissons par cœur. Il est répété en boucle dans tous les médias et par nos patrons. Pourtant, tous les indicateurs économiques sont au vert. Les prévisionnistes de l'I.N.S.E.E. prévoient une croissance de 6 % en 2022. Au second trimestre 2021, le taux de marge des entreprises a atteint 35,4 %, un record depuis 70 ans. Quant aux entreprises du CAC 40, elles ont réalisé 60 milliards de profits au 1^{er} semestre 2021, soit 41 % de plus qu'avant la crise sanitaire.

Compte tenu des indicateurs économiques et de l'inflation, augmenter les salaires : c'est possible et c'est urgent !

2. Pour augmenter les salaires, il faut diminuer les cotisations sociales :

Supprimer les cotisations sociales, augmenter le salaire net sans toucher au brut, c'est une vieille

revendication patronale qui revient sur le devant de la scène à l'occasion du débat présidentiel.

Cette proposition est un système perdant-perdant. Depuis 30 ans, 80 dispositifs de réduction de cotisations sociales ont été mis en œuvre sans pour autant que les salaires n'augmentent, pire encore, ces dispositifs ont entraîné une baisse des remboursements des frais de santé.

Les cotisations sociales font partie intégrante de nos salaires, c'est ce que l'on appelle le salaire socialisé ou différé. Supprimer les cotisations sociales pour augmenter le salaire net reviendrait à nous financer nous-même nos augmentations de salaire.

3. Augmenter les salaires, ça freine la compétitivité :

C'est l'idée que défendent les libéraux de tout poil. Pourtant, c'est totalement faux !

Les 110 milliards d'euros qu'a coûté le C.I.C.E. depuis 2013 ont surtout permis d'après l'O.F.C.E. a

Jeudi 27 janvier, la CGT Saint Gobain PAM Canalisation appelle l'ensemble des salariés à faire grève pour l'augmentation des salaires et à participer massivement à la manifestation départementale qui se déroulera à Nancy

Rassemblement 14h – Place Dombasle

augmenter le taux de marge des entreprises. Même la Commission Européenne, que l'on ne peut pas taxer d'être un repère de bolchéviques, reconnaît que « les coûts salariés ne peuvent être la cause de la dégradation de la balance commerciale.

Pointer les salaires est un artifice pour mieux cacher le coût du capital : les dividendes versés aux actionnaires, les supers profits, les charges financières etc...

4. Augmenter les salaires, ça freine les créations d'emploi :

Comme le démontre toutes les études, la « modération salariale » n'a aucun effet sur l'emploi. En d'autres termes, ce n'est pas parce que les salaires sont bas que l'on crée plus d'emplois.

Le chantage à l'emploi sert surtout à faire accepter aux salariés le moins-disant social. L'opposition entre salaire et emploi profite d'abord aux actionnaires et s'opère au détriment du bien commun. Contrairement à l'adage populaire, les profits d'aujourd'hui ne sont pas les investissements de demain et encore moins les emplois d'après demain.

Pour la CGT, il faut tirer les leçons du passé et investir sur l'emploi et les salaires.

5. Le paiement du travail est trop élevé en France :

A force d'entendre que le « coût du travail » est trop élevé en France, certains salariés sont convaincus qu'ils coûtent trop chers. Un comble !

À Saint Gobain PAM Canalisation, le « reste à vivre » se réduit de mois en mois !

A Saint Gobain PAM Canalisation, la CGT revendique des augmentations générales à hauteur de 5 %.

Depuis de nombreuses années, les augmentations générales ne permettent plus de couvrir l'inflation. Peu à peu, notre grille de salaire est rattrapée par le SMIC et les minima conventionnels.

Cette situation entraîne de surcroît des difficultés de recrutement notamment du personnel ouvrier, spécialement dans les secteurs de maintenance et de production.

Malgré un contexte économique difficile pour l'entreprise, les salariés qui donnent le meilleur d'eux-mêmes chaque jour ne doivent pas voir leur pouvoir d'achat réduit au fur et à mesure des années et plus particulièrement au cours de ces derniers mois.

À Saint Gobain PAM Canalisation, comme partout dans le pays, les salariés veulent être rémunérés à leur juste valeur, voir leurs efforts récompensés et vivre dignement de leur travail.

En nous mobilisant fortement le 27 janvier, nous enverrons un message clair à la direction de l'entreprise : en 2022, il est temps d'augmenter réellement les salaires.



Tout d'abord, méfions-nous des statistiques. Si l'on se réfère à Eurostat, le coût horaire moyen d'un salarié en France est de 36,5 € contre 26,6 € pour la moyenne de l'Union Européenne. La France fait partie du peloton de tête mais objectivement, doit-on s'aligner sur la Bulgarie ?

Et les moyennes sont trompeuses puisqu'elles regroupent des domaines d'activités aux réalités totalement différentes.

Rappelons également qu'en France, le coût horaire moyen prend en compte le financement de la Sécurité Sociale.

Un élément jamais mis en avant par les analystes, c'est la productivité. Si en effet un salarié en France « coûte plus cher », il est beaucoup plus productif.

En moyenne un salarié français produit 60 € de richesse en une heure soit 15 fois plus qu'un ouvrier au Bangladesh.

60 € de richesse créée en une heure pour un coût de 36,5 €, il en reste une bonne part pour les investissements et augmenter les salaires.